

ANALYSE DE LA PRESSE

Avril 2012

1. A la une : Discussions sur le programme controversé du nucléaire iranien à Istanbul
2. Le dossier du mois : La communauté internationale face à l'épreuve syrienne
3. Economie
4. Union européenne
5. International
6. Turquie
7. Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Avril 2012)

Préparée par Mehtap Eryikit

1. A la une :

Discussions sur le programme controversé du nucléaire iranien les 13 et 14 avril à Istanbul

La citation du mois

« Il s'est produit une très claire violation de la frontière, c'est avéré (...) Nous prendrons évidemment les mesures nécessaires (...) Ce droit nous est accordé en vertu du droit international »

*Recep Tayyip Erdogan,
L'Express .fr , AFP, 10/04/2012*

Plus d'un an après l'échec de janvier 2011 à Istanbul, où l'Iran et le groupe 5+1 (Etats-Unis, Russie, Chine, Grande-Bretagne, France et Allemagne) s'étaient réunis pour discuter du programme nucléaire iranien, la Turquie accueille de nouveau les discussions malgré quelques réticences quant au lieu du rendez vous.

En effet, « irrités » par la tenue de la conférence des « Amis de la Syrie » fin mars à Istanbul, les dirigeants iraniens avaient souhaité, après avoir accepté la Turquie comme pays hôte, la tenue de la rencontre sur le nucléaire iranien à Bagdad (*Le Point.fr, AFP 09/04/2012*). Ce volte-face iranien faisait notamment suite au soutien d'Ankara à l'opposition armée en Syrie mais également à l'annonce par la compagnie pétrolière nationale turque de la réduction de 20% de ses approvisionnements de brut iranien s'alignant ainsi sur les nouvelles sanctions imposées à l'Iran. Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a quant à lui accusé les dirigeants iraniens de « manquer d'honnêteté » (*Le Point.fr, AFP 09/04/2012*).

L'objectif de la rencontre était essentiellement de « restaurer la confiance et de poser les bases de futurs pourparlers avec Téhéran ». Ainsi le groupe 5+1 a tenté de s'unir sur une position commune, à savoir « empêcher l'Iran de se doter de l'arme atomique en se conformant au traité de non-prolifération (TNP) et aux résolutions du Conseil de sécurité » mais également sur la fermeture de la centrale souterraine de Fordow, près de Qom (*Le Figaro.fr, 13/04/2012*).

La rivalité régionale entre la République islamique d'Iran et la Turquie serait « exacerbée » en raison notamment de plusieurs facteurs tels que l'installation du radar antimissile de l'OTAN dans l'Est de la Turquie à « 600 kilomètres de l'Iran » mais plus récemment concernant leur désaccord sur le dossier syrien. En effet, durant la visite du Premier ministre turc à Téhéran, le guide suprême Ali Khamenei a réaffirmé « le soutien indéfectible de son pays au régime syrien », contrairement à Recep Tayyip Erdogan qui lui a affiché une fois de plus sa fermeté à l'égard du régime de Bashar al- Assad au vu de la situation humanitaire (*Le Figaro.fr, 13/04/2012*).

2. Dossier du mois :

La communauté internationale face à l'épreuve syrienne

Violant le plan de paix défini par l'émissaire spécial de l'ONU Kofi Annan, Bashar al-Assad continue de tenir tête à la communauté internationale.

Le plan préconisait notamment « la cessation de la violence par toutes les parties sous supervision de l'ONU, la fourniture d'aide humanitaire aux zones touchées par les combats et la libération des personnes détenues arbitrairement » (*Libération*, AFP, 01/04/2012).



La date butoir fixée par le plan de l'ONU au 10 avril, n'a cependant pas empêchée l'armée syrienne de exercer ses violences. De nombreux civils ont perdu la vie dans les bombardements, à quelques jours de l'ultimatum fixé par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Un grand nombre de syriens originaires d'Idlib notamment continue de franchir la frontière turque. Plus de 2.800 personnes sont arrivées sur le sol turc en une journée au début du mois (*Le Point.fr*, *Reuters*, 06/04/2012).

Face à cette situation, le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu a affirmé vouloir demander un soutien des Nations unies et de la communauté internationale en déclarant devant la presse : « Nous n'avons pas ménagé nos efforts pour accueillir les Syriens fuyant les violences dans leur pays, mais s'ils continuent d'arriver à ce rythme, nous aurons besoin de l'aide des Nations unies et de la communauté internationale » (*Le Figaro.fr*, AFP, 07/04/2012). Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan avait quant à lui affirmé, dès le mois de mars, la prise de mesures d'urgence comme la création d'une zone « tampon », de « sécurité » le long de la frontière commune afin d'empêcher une catastrophe humanitaire (*Le Point.fr*, *Reuters*, 06/04/2012).

Selon le journal Milliyet, la Turquie devrait envisager la création de « corridors humanitaires », dont la sécurité serait notamment assurée par l'armée turque (*Le Point.fr*, AFP, 09/04/2012).

Outre l'afflux de réfugiés, des tirs en provenance de Syrie ont eu lieu à la frontière turque à Kilis dans le sud-est faisant six blessés dont quatre Syriens et deux membres du personnel turc (un policier et une interprète). Cet incident est intervenu à la veille de la visite de Kofi Annan dans les camps de réfugiés à Hatay dans le sud de la Turquie accompagné du vice-Premier ministre turc Besir Atalay (*Le Point.fr*, AFP, 10/04/2012).

Selon l'agence Anatolie, le Premier ministre turc a répliqué en dénonçant devant la presse lors de son déplacement à Pékin « une violation de la frontière entre les deux pays » tout en affirmant la détermination de la Turquie à prendre « les mesures nécessaires » dans le cadre du droit international. (*L'Express.fr*, AFP, 10/04/2012).

De plus, Recep Tayyip Erdogan, a affirmé pouvoir « invoquer l'article 5 du traité de l'OTAN pour protéger sa frontière avec la Syrie ». Cependant cette alternative a été reprise par le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu qui a estimé que celle-ci n'était pas d'actualité avant d'ajouter devant la presse « aujourd'hui l'actualité, c'est le cessez-le-feu » (*Le Point.fr, AFP, 12/04/2012*).

A la suite de la tenue de la conférence des « Amis de la Syrie » à Istanbul, Paris a accueilli à son tour le 19 Avril les ministres des Affaires étrangères d'une quinzaine de pays occidentaux et arabes. Face à l'entêtement de Bashar al-Assad, la communauté internationale souhaite exercer davantage de pression sur le régime syrien, telles que l'adoption d'une nouvelle résolution pour la mise en place d'une mission d'observation disposant de « moyens terrestres et aériens » (*Le Parisien.fr, AFP, 19/04/2012*).

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a quant à elle évoqué la possibilité d'appliquer des mesures économiques et un embargo sur les armes à destination de la Syrie. Sans oublier l'éventuelle intervention de l'OTAN en cas de violation de frontières, notamment au vue des récents incidents à la frontière turque (*Le Parisien.fr, AFP, 19/04/2012*).

3. Economie

« Turquie : forte croissance en 2011 »

« L'économie turque a connu en 2011 une croissance vigoureuse de 8,5 %, en ralentissement toutefois au cours du dernier trimestre avec une progression de 5,2 % seulement en glissement annuel. Le gouvernement tablait sur environ 8 %. Le PIB par habitant a atteint 10.444 dollars (780 euros), soit 365 dollars de plus qu'en 2010 » (*Les Echos, 03/04/2012*).

« Turquie : l'inflation en net progrès »

« Les prix à la consommation ont augmenté en Turquie de 0,4 % en mars sur un mois, portant le taux d'inflation sur douze mois à 10,4 %, en forte hausse par rapport à la même période un an plus tôt (3,99 %). Dans le même temps, les prix de gros ont augmenté de 0,36 %, et atteint 8,22 % en glissement annuel. La catégorie la plus touchée par la hausse des prix est celle des alcools et tabacs (+ 18,47 % sur douze mois au détail) » (*Les Echos, 04/04/2012*).

« La croissance turque victime de son succès ? »

« (...) Alors que le gouvernement tablait sur environ 8 %, la croissance de la Turquie a atteint 8,5 % du PIB en 2011. Après une progression de 8,9 % en 2010, celle-ci connaît un « atterrissage en douceur » dans un contexte économique mondial difficile, selon l'expression du ministre des finances, Mehmet Simsek.

(...) « La Turquie n'a pas fait exception, la crise financière a, comme pour beaucoup d'autres, fait chuter sa croissance : le PIB s'est contracté de 5 % en 2009, après une quasi-stagnation (+ 0,5 %) en 2008 », nuance Céline Antonin, économiste à l'OFCE.

(...) « L'économie turque est basée sur le crédit, les taux sont actuellement bas et donc facilement accessibles aux particuliers et aux entreprises - ce qui permet de financer la consommation et l'investissement. Mais l'épargne des ménages étant faible, le crédit est essentiellement alimenté par des capitaux étrangers. Or la majorité d'entre eux sont à court terme et peuvent se tarir du jour au lendemain : ce n'est donc pas une croissance pérenne », prévient Mme Antonin.

(...) Autre problème pour le pays, sa grande dépendance à la zone euro, dont les économistes jugent son état quasi-catastrophique. « Un tiers des exportations turques sont destinées à la zone euro - Allemagne, France et Royaume-Uni en tête -, et quasiment la moitié si l'on prend les 27 pays de l'Union européenne », précise Céline Antonin. « Par ailleurs, un quart des exportations du pays sont destinées au monde arabe, où le risque de conflit avec l'Iran inquiète ».

Ce risque est d'ailleurs anticipé par le gouvernement, dont la prévision de croissance en 2012, à 4 %, est deux fois plus modeste que l'année précédente. (...) « La crise de la zone euro va avoir pour conséquence le retrait de capitaux à court terme, ainsi qu'un tarissement des investissements directs à l'étrangers [IDE] européens, qui représentent 12 milliards de dollars sur les 15 milliards d'IDE du pays », souligne Mme Antonin.

Par conséquent, « dans la mesure où le pays doit financer une balance courante fortement déficitaire, la principale menace pour la Turquie viendrait alors du risque d'insolvabilité qui, s'il se matérialisait, pourrait provoquer une grave crise économique », estime l'économiste.

(...) Dernier gros handicap pour le pays (...) son faible ressort de croissance autonome. « L'industrie turque ne possède pas de forte valeur ajoutée. Par exemple, elle n'a pas de grands constructeurs automobiles et fait essentiellement de la sous-traitance, pour Renault ou Volkswagen notamment », explique Céline Antonin. C'est pourquoi certains n'hésitent pas à surnommer le pays "la Chine de l'Europe" - à tort selon elle, qui rappelle que le géant asiatique « possède plusieurs champions nationaux »

D'où la nécessité pour le pays, affaibli par une balance commerciale qui risque de se faire de plus en plus déficitaire, de monter en gamme sa production industrielle et d'investir dans une industrie à forte valeur ajoutée, mais également de réduire sa dépendance à l'Union européenne, en se tournant vers le monde arabe pour y trouver un relais de croissance.

En attendant, la Turquie doit faire face à l'explosion de son inflation, qui atteint 10,4 % en mars en glissement annuel. Si l'entrée de capitaux à court terme et le risque pétrolier peuvent expliquer en grande partie ce phénomène, la politique monétaire de la banque centrale turque joue un rôle clé, selon Mme Antonin. « Dans beaucoup de pays émergents, les banques centrales ont augmenté leurs taux d'intérêts pour éviter la création d'une bulle spéculative, alors qu'en Turquie, ils sont très bas pour porter la consommation... au risque de fabriquer une bulle. » (Anna Villechenon, *Le Monde.fr*, 05/04/2012).

« Le Qatar aurait relevé son offre sur Denizbank, la filiale turque de Dexia »

« Selon Reuters, Qatar National Bank a relevé son offre de rachat sur Denizbank, filiale turque de Dexia, après l'échec de discussions initiales en raison d'un désaccord sur le prix. « L'offre a été réactivée et elle est sur la table », a déclaré une source citée par l'agence. « La nouvelle offre est plus proche de ce qu'espérait Dexia. » Denizbank est actuellement valorisée 4,5 milliards d'euros en Bourse après un gain de 49 % depuis les premières informations sur sa mise en vente. Dexia espérerait retirer jusqu'à 3 milliards d'euros de l'opération. La banque franco-belge a mis en vente Denizbank il y a plus de six mois. Deux autres candidats, HSBC et Sberbank, ont jeté l'éponge, laissant QNB seule en lice. » (*Les Echos*, 12/04/2012).

« Selni, PME de Nevers, décroche une commande géante en Turquie »

« (...) Selni, spécialiste des moteurs électriques pour l'électroménager et, tout spécialement les lave-linge, vient de conclure « le contrat du siècle ». Installée à Nevers (Nièvre), cette PME de 150 salariés va en effet fournir chaque année, et pendant dix ans, deux millions de moteurs à Vestel, le géant turc de l'électroménager. L'information a été révélée hier par le Journal du Centre. Résultat : l'entreprise compte doubler son chiffre d'affaires dès 2013. « C'est vraiment un contrat exceptionnel », a confié mercredi à « Europe 1 » Philippe Vidal, directeur général de Selni. Ceci, grâce à un nouveau moteur qui, développement durable oblige, génère jusqu'à 40 % d'économies d'énergie.

(...) Selni a également obtenu un contrat de fournisseur exclusif pour son nouveau client turc. Sur une production annuelle estimée à deux millions de moteurs, 1,2 million seront produits à Nevers ; les 800.000 autres seront fabriqués par Selni, mais en Turquie.

Autre satisfaction, avoir réussi à décrocher cette commande géante face à la concurrence chinoise (...) Enfin, ce contrat est une bonne nouvelle pour les salariés. Rachetée en 2009 par Bruno Flocco et des cadres de l'entreprise sous la forme d'un LBO (achat avec effet levier), Selni (28 millions d'euros de chiffre d'affaires attendu en 2011) était au bord du dépôt de bilan. Encore sous le coup d'un plan de continuation, l'entreprise fait mieux que rebondir grâce à ce nouveau marché. » (*Les Echos*, 18/04/2012).

« Le "made in France" coûte très cher à Renault »

« La future Clio IV produite à Flins coûtera 1.300 euros de plus que la même fabriquée en Turquie. A l'heure où les politiques en mal de démagogie (ré) inventent un prétendu patriotisme économique - fièvre électorale oblige -, Renault assène la brutalité des chiffres. "La future Renault Clio IV produite à Flins coûtera 1.300 euros de plus que son homologue fabriquée en Turquie", a affirmé ce mercredi Carlos Tavares, directeur délégué de Renault, lors d'une rencontre avec quelques journalistes. Et ce, pour un modèle livré... dans l'Hexagone! Ce différentiel inclut donc les coûts de transport. Le verdict apparaît donc sans appel. Le futur modèle phare de Renault verra sa production démarrer en juillet, simultanément à Flins en région parisienne et à Bursa (Turquie), pour une commercialisation début octobre. La version break, prévue pour 2013, sera, elle, exclusivement assemblée en Turquie. Le constructeur vise 350 à 400.000 Clio IV par an.

(...) L'industrialisation de la Clio IV avait fait l'objet d'une vive polémique, début 2010, entre le constructeur et les pouvoirs publics français. Renault avait en effet envisagé initialement de produire quasi-exclusivement sa Clio IV hors de France. Tancé par le chef de l'Etat Nicolas Sarkozy, Carlos Ghosn, double PDG de Renault et Nissan, avait alors pris l'engagement d'en assembler une partie dans l'Hexagone. » (*La Tribune*, 14/04/2012).

4. Union européenne

Impasse de la candidature turque à l'Union Européenne

Les rapports entre Paris et Ankara qui s'étaient peu à peu dégradés pendant le quinquennat de Nicolas Sarkozy, se sont davantage détériorés en raison de la fermeté du Président français à l'égard de l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne. « Plusieurs chapitres stratégiques des négociations d'adhésion à l'UE sont gelés par Paris », privilégiant plutôt un « partenariat privilégié ». Mais plus récemment, le débat sur la "loi visant à réprimer la contestation de l'existence des génocides reconnus par la loi" a tendu les relations bilatérales dont la coopération militaire et politique reste suspendue. Cette position française en pleine campagne présidentielle avait attiré les foudres d'Ankara. La proposition de loi de la députée UMP Valérie Boyer a été depuis invalidée par le Conseil constitutionnel (*Le Monde.fr*, 04/04/2012).

Les deux candidats à la présidentielle s'accordent sur le projet de loi visant à réprimer la négation du génocide arménien. Nicolas Sarkozy a notamment fait savoir qu'il allait présenter un nouveau projet de loi s'il est élu (*Le Monde.fr*, 04/04/2012). Par ailleurs, lors de l'émission « Des paroles et des actes » diffusée sur France 2, le candidat socialiste à la présidentielle, François Hollande a affirmé que s'il est élu, il n'y aurait pas d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne durant son quinquennat puisqu'« aucune condition majeure n'est réunie » (*Le Point.fr*, 11/04/2012).

Dès 2004, François Hollande, alors premier secrétaire du Parti Socialiste avait déclaré être « favorable au principe de l'adhésion turque », mais seulement à condition que la question des droits de l'homme et la reconnaissance du génocide arménien soient respectés (*Le Monde.fr*, 12/04/2012).

Outre la réaction d'Ankara face à l'emploi du terme de génocide, le blocage sur la question chypriote renforce la position du candidat à l'Elysée. Le député de Corrèze maintient une position ferme à ce sujet en affirmant que les négociations seraient encore « très longues » à cause du blocage sur Chypre. La Turquie envisage par ailleurs la suspension de ses relations avec l'Union Européenne pendant la présidence chypriote. (*Le Monde.fr*, 04/04/2012).

5. International

Visite officielle du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan en Chine

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a entamé une visite officielle à Pékin, suite à celle du vice-président chinois Xi Jinping de février en Turquie, où il a été reçu par son homologue chinois, Wen Jiabao constituant ainsi une première pour un Premier ministre turc depuis 27 ans.

Au début de son voyage, Recep Tayyip Erdogan a effectué une escale dans la région autonome musulmane du Xinjiang (ouest), « où vit une population de quelque 9 millions d'Ouïghours musulmans et turcophones » (*France 24.fr*, *AFP*, 10/04/2012). Fort de ses liens linguistiques et religieux avec cette communauté, la Turquie a dénoncé les violences de juillet 2009 dans la capitale de Xinjiang à Urumqi où des affrontements inter-ethniques entre Hans et Ouïghours avaient eu lieu (*Les Echos*, *AFP*, 07/04/2012). Les violences avaient notamment causé la mort d'au moins 184 personnes (*France 24.fr*, *AFP*, 10/04/2012). Le Premier ministre avait ainsi demandé à la Chine de cesser « sa politique « d'assimilation » de la

minorité ouïghoure », en qualifiant de « génocide » les violences interethniques (*France 24.fr, AFP, 10/04/2012*).

La visite a été marquée par la signature de deux accords sur le nucléaire, ouvrant ainsi « la voie à une coopération nucléaire accrue entre les deux pays » (*France 24.fr, AFP, 10/04/2012*). Des entretiens ont également eu lieu concernant la Syrie où la Chine et la Turquie témoignent de positions différentes. Ankara affiche d'un côté sa fermeté quand Pékin rejette toute ingérence internationale (*France 24.fr, AFP, 10/04/2012*).

En février, le vice-président chinois Xi Jinping s'était rendu à Ankara et à Istanbul pour la signature d'accords de coopération dans plusieurs domaines tels que l'agriculture, la finance et le secteur bancaire. Un accord d'échange de devises « portant sur 10 milliards de yuan (1,58 milliards de dollars) » a notamment été conclu entre les banques centrales des deux pays « dans le cadre des efforts de Pékin pour promouvoir l'usage international de la devise chinoise » (*Les Echos, AFP, 07/04/2012*).

« Le volume du commerce bilatéral entre la Chine et la Turquie a bondi de 1 milliard de dollars en 2000 à 19,5 milliards en 2010, selon les chiffres officiels. Mais la balance commerciale est très nettement en faveur de la Chine » (*France 24.fr, AFP, 10/04/2012*).

Frictions entre l'Irak et la Turquie

Après sa rencontre à Istanbul avec Massoud Barzani, le leader kurde irakien en visite de deux jours en Turquie, Recep Tayyip Erdogan a accusé son homologue irakien Nouri al Maliki « d'attiser les tensions entre les communautés chiites, sunnites et kurdes par sa gestion « auto-centrée » ». Propos auxquels le Premier ministre irakien a répliqué en qualifiant la Turquie d'« Etat hostile ». En effet, Nouri al Maliki a déclaré dans un communiqué diffusé sur son site Internet que : « Les dernières déclarations de M. Erdogan constituent une nouvelle ingérence flagrante à l'encontre des affaires intérieures irakiennes (...) Continuer sur cette voie (...) nuit aux intérêts de la Turquie et en faire un Etat hostile pour tous ». Le Premier ministre irakien a estimé par ailleurs que la Turquie « voulait imposer son « hégémonie » sur la région » (*Le Nouvel Observateur, Reuters, 21/04/2012*).

Visé par un mandat d'arrêt émis par le gouvernement irakien, pour avoir « dirigé des escadrons de la mort contre des pèlerins chiites, des responsables du gouvernement et des membres des forces de sécurité », le Vice-président irakien Tarek al-Hashemi a été accueilli en Turquie après deux visites au Qatar et en Arabie Saoudite. Cette tournée régionale entreprise par Tarek al-Hashemi semble d'une part renforcer davantage les craintes du gouvernement irakien quant à la position de la Turquie dans la région mais a également « tendu les relations entre le gouvernement irakien et les Etats arabes du Golfe, dirigés par des sunnites ». (*Challenges.fr, AP, 10/04/2012*).

Par ailleurs, un important incendie s'est déclaré sur l'un des deux oléoducs reliant Kirkouk en Irak au port de Ceyhan en Turquie. Trois explosions se sont produites, obligeant à fermer l'oléoduc. Selon un officiel des services de sécurité turcs, les trois explosions ont eu lieu « presque simultanément en différents points dans la région d'Idil dans la province de Sirnak, près de la frontière irakienne » (*Ouest-France.fr, 05/04/2012*).

5. Turquie

Ouverture du procès des généraux, auteurs du putsch de 1980

Une manifestation a eu lieu au début du mois à Ankara, devant la Haute Cour criminelle où sont jugés les deux principaux responsables du coup d'Etat du 12 septembre 1980. Kenan Evren, ancien chef d'état-major et ancien président de la République, et Tahsin Sahinkaya, ex-chef de l'armée de l'air, âgés respectivement de 94 et 86 ans, sont jugés pour avoir « renversé l'ordre constitutionnel par la force ». Ils risquent une peine de prison à perpétuité (*Le Figaro.fr*, 09/04/2012).

En raison de leurs état de santé et au vue de leur âge avancé, les deux accusés sont sous surveillance médicale. La Cour a décidé de les laisser en liberté provisoire (*Libération.fr*, 06/04/2012). Ils ont été ainsi autorisés à témoigner via un système de vidéoconférence (*Le Figaro.fr*, 09/04/2012). Protégés contre toute poursuite judiciaire, les généraux ont longtemps tardé à être jugés. Mais depuis la modification de la Constitution de septembre 2010, initiée par le Parti de la justice et du développement (AKP), cette immunité a été levée (*L'Express.fr*, *AFP*, 04/04/2012). Ce procès constitue une procédure sans précédent en Turquie « où l'armée a pris le pouvoir à trois reprises, depuis 1960 » (*L'Express.fr*, *AFP*, 04/04/2012).

Devant la presse, le chef d'Etat, Abdullah Gül a déclaré que « Ce procès sera très important pour changer à l'avenir notre façon de voir les choses », avant d'ajouter : « Cette période dont l'histoire politique doit nous servir d'avertissement » (*Challenges.fr*, *Reuters*, 04/04/2012).

Le coup d'Etat du 12 septembre fut le plus sanglant : « 517 personnes ont été condamnées à la peine capitale et 50 ont été pendues ; 650 000 ont été arrêtées, 70 000 torturées et 299 sont mortes en prison » (*Ragip Duran*, *Libération.fr*, 06/04/2012).

6. Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Avril 2012)

Challenges

Pierre Sèrisier
Ece Toksabay

France 24

Les Echos

L'Express

Le Figaro

Alain Barluet
Laure Marchand

Libération

Ragip Duran

Le Monde

Guillaume Perrier
Sylvia Zappi
Anna Villechenon

Le Nouvel Observateur

Barry Malone,
Benjamin Massot

Le Parisien

Le Point

Eric Faye
Jean-Loup Fiévet
Can Sezer

La Tribune

Alain-Gabriel Verdevoye

Ouest - France